

Office Togolais des Recettes

Philippe Kokou Tchodie passe le
témoin à Yawa Djigbodi Tsegan



Enseignement général et
enseignement technique

Sans reprendre le
parcours, la migration
est désormais possible

Luanda/Investissement
dans les infrastructures



Faure Gnassingbé relance
le rêve d'une Afrique
unie et indépendante

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 30 OCTOBRE 2025 N° 536 - Prix 250 F CFA



Assemblée nationale
Komi Sélom Klassou
revient au-devant de
la scène politique



Sécurisé. Rapide.
Toujours avec vous.

Votre partenaire de confiance en Mobile Money



mixx
By

L'actualité continue sur le www.waraa.tg

Togo

La planification familiale gagne du terrain

Le Togo connaît une progression significative de la prévalence contraceptive moderne au cours des 12 dernières années, traduisant l'engagement du gouvernement et de ses partenaires à améliorer l'accès aux services de planification familiale. Entre 2012 et 2024, le taux de prévalence contraceptive moderne est passé de 15,6 % à 24,9 %, soit une augmentation de 9,3 points.

Cette évolution s'inscrit dans une tendance continue d'amélioration, renforçant l'autonomie reproductive des femmes et contribuant à la santé maternelle et infantile. En 2024, 560 000 femmes utilisaient une méthode contraceptive moderne, tandis que le besoin non satisfait de contraception moderne a diminué de 28,4 % en 2012 à 22,9 % en 2024.

Ces chiffres montrent que les efforts concertés en matière de sensibilisation, de formation et de distribution de services portent leurs fruits. Ils illustrent la capacité du Togo à mobiliser des ressources et des initia-



tives pour répondre aux besoins de santé reproductive des femmes, tout en préparant le terrain pour atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2030.

Au début de la décennie, la prévalence contraceptive moderne était encore limitée à 15,6 % en 2012. La mise en place progressive de programmes nationaux de planification familiale a permis d'accroître l'accès aux méthodes modernes et de sensibiliser les populations aux avantages de la contraception.

Entre 2012 et 2017, le taux mCPR est passé de 15,6 % à 19 %, tandis que le nombre de femmes utilisant une méthode moderne est passé de 260 000 à 350 000.

Ces progrès ont

été soutenus par la formation du personnel de santé et par des campagnes de sensibilisation, notamment dans les zones rurales où l'accès aux services demeurait limité.

Le besoin non satisfait de contraception moderne a légèrement reculé, passant de 28,4 % en 2012 à 26,8 % en 2017, tandis que la demande satisfaite est passée de 35,6 % à 41,4 % sur la même période.

La période 2018-2022 a marqué une intensification des efforts. Le Programme national de planification familiale (PNPF), lancé en 2021, a renforcé l'offre de services contraceptifs dans les centres de santé et via des campagnes mobiles.

Le nombre de fem-

mes utilisant une méthode moderne a augmenté, passant de 380 000 en 2018 à 500 000 en 2022, tandis que le taux mCPR a atteint 23,7 %.

Des campagnes communautaires, soutenues par l'UNFPA et l'Usaid, ont contribué à réduire les barrières sociales et culturelles, tandis que l'éducation complète à la sexualité (ECS), introduite dans les écoles à partir de 2022, a joué un rôle crucial dans la prévention des grossesses précoces chez les adolescentes et les jeunes femmes. Le besoin non satisfait a poursuivi sa baisse, passant de 26,3 % à 23,8 %, tandis que la demande satisfaite s'est élevée à 49,8 %.

Entre 2023 et 2024, la prévalence contraceptive moderne a continué d'augmenter, passant de 24,3 % à 24,9 % et le nombre de femmes utilisatrices est passé de 530 000 à 560 000. Cette progression a permis d'éviter près de 200 000 grossesses non désirées, 73 000 avortements non sécurisés et 540 décès maternels en 2024.

Les efforts combi-

nés de distribution gratuite de contraceptifs, de sensibilisation communautaire et de partenariats avec FP2030 ont permis de renforcer la couverture et de réduire le besoin non satisfait, désormais à 22,9 %. La demande satisfaite a atteint 52 %, traduisant l'efficacité des programmes et l'adoption croissante des méthodes modernes par les femmes togolaises.

La progression de la prévalence contraceptive moderne au Togo reflète une vision cohérente et ambitieuse en matière de santé reproductive. Avec un taux de 24,9 % en 2024, le pays se rapproche progressivement de l'objectif de 35 % fixé pour 2030. Cette dynamique assure non seulement une amélioration de l'accès aux soins et aux services de santé, mais aussi une transformation sociétale majeure : celle d'un pays où les femmes prennent pleinement en main leur avenir, leur santé et leur autonomie.

Waraa

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
 Tél : 90-02-52-45
 E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
 c/s Casier N° 087. 13 BP152
 LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
 (alias Ezi Akoma)

Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION

Pamphile S. NUMENYA

REDACTION

Ezi Akoma

Razak

Tchaa

Jack Nukunu

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

YANIDEL GROUPE

Tirage : 3.000 Exemplaires

Récapissé N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs

appelez le 90-02-52-45

Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-21-39
Police secours	117

Assemblée nationale

Komi Sélom Klassou revient au-devant de la scène politique

Au Togo, l'Assemblée Nationale a un nouveau président. Il s'agit de l'ancien premier ministre, Komi Selom Klassou. Il est élu ce mardi 28 octobre 2025 par les députés réunis en séance plénière. Il remplace alors Kodjo Adédzé, nommé le 8 octobre dernier ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat.

Komi Selom



Klassou était le seul candidat en lice. Il a donc été élu à l'unanimité par les 109 députés présents. Il devient donc le 15^e Président de la Représentation nationale au Togo. Notons que c'est un vieux routier de la politique togolaise qui se

retrouve au perchoir. Il a une riche expérience du pouvoir législatif pour avoir siégé plusieurs fois à l'hémicycle et une riche expérience du pouvoir exécutif à travers les nombreux postes ministériels qu'il a occupés et la primature qu'il a dirigée pendant plusieurs années.

Le remplacement de M. Adédzé se justifie par l'incompatibilité de son nouveau poste de ministre avec

celui de député. Dans ce sens, plusieurs postes ont été renouvelés. Il s'agit notamment d'Ibrahim Memounatou qui est désormais 1^{er} vice présidente. Les députés Richard Kangbeni, Ouro Sama Mohamed et Wela Paoumandome, sont respectivement élus 2^e, 3^e et 5^e vice-présidents.

WARAA

Luanda/Investissement dans les infrastructures

Faure Gnassingbé relance le rêve d'une Afrique unie et indépendante

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a participé le 28 octobre 2025 aux travaux du 31^e Sommet de Luanda sur le financement des infrastructures en Afrique. Cette rencontre qui s'est déroulée dans la capitale angolaise était placée sous le thème : « Capitaux, corridors, commerce : investir dans les infrastructures pour la ZLECAf et la prospérité partagée ».

Les échanges ont permis aux dirigeants africains d'examiner les opportunités d'investissement stratégiques alignées sur le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et le Plan directeur de l'Union africaine pour la connectivité régionale et continentale. Pour transformer ces ambitions en investissements réels, le Président du Conseil a partagé avec ses homologues et les investisseurs quatre idées fondamentales.

Mobilisation du

capital africain

Selon le Président du Conseil, Champion du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA), l'Afrique dispose déjà de ressources financières considérables, mais celles-ci restent trop souvent investies hors du continent. Pour inverser la tendance, il a plaidé pour la création des mécanismes capables de canaliser ces ressources africaines vers nos infrastructures régionales, industrielles et énergétiques. « Notre continent dispose de ressources financières considérables. Elles sont dans nos fonds de pension, nos fonds souverains, nos compagnies d'assurance et notre épargne domestique. Mais une grande partie de ce capital reste peu investie ou investie hors d'Afrique et souvent dans des actifs à faible impact productif. Nous devons inverser cette logique. Il est temps de créer les mécanismes capables de canaliser ces ressources africaines vers nos infrastructures régionales, industrielles et . », a-t-il indiqué.

La matérialisation de ces ambitions passe aussi par la mise en place d'une

ingénierie financière plus audacieuse, notamment des plateformes de co-investissement public-privé, des véhicules régionaux d'investissement et des garanties africaines de crédit capables de rassurer les investisseurs institutionnels, a souligné le Président du Conseil. Cela suppose également le changement de paradigme au niveau des banques et établissements financiers, la valorisation des ressources, le seul moyen pour affirmer la souveraineté économique du continent. « Nos banques nationales de développement doivent être consolidées, nos marchés de capitaux dynamisés et nos partenariats mieux ciblés. Les institutions africaines ont ici un rôle clé, celui de mutualiser les risques, d'agréger les financements et de donner confiance, car le financement de nos infrastructures ne viendra pas uniquement de l'aide extérieure. Il repose aussi sur notre capacité à valoriser nos propres



ressources pour bâtir l'Afrique que nous voulons », a fait savoir Faure Gnassingbé.

Faire des corridors intégrés, les artères du commerce intra-africain

Le Président du Conseil s'est appesanti sur le rôle stratégique des corridors économiques à savoir routes, rails, ports, réseaux énergétiques et numériques dans l'intégration régionale. Il a insisté sur la nécessité de faire des infrastructures de véritables vecteurs de la compétitivité africaine, au-delà de simples

ouvrages physiques.

Le Président Faure Gnassingbé a partagé à cet effet, l'expérience du Togo en matière de construction de corridor qui illustre une approche territorialisée du développement, où les infrastructures favorisent la création de chaînes de valeur locales et régionales. « Lorsqu'un corridor fonctionne, les coûts logistiques s'effondrent, le temps de transit diminue. C'est ainsi que des pays enclavés deviennent de vraies plateformes d'échange » a précisé le Président du Conseil.

Ce rôle vital des corridors dans l'intégration sous-régionale, passe avant tout par l'harmonisation douanière, la digitalisation, la fluidité réglementaire et la gouvernance commune, et bien d'autres réformes communautaires pour transformer la géographie du commerce africain en donnant aux différents ports de la sous-

Suite à la p 5 3

Office Togolais des Recettes

Philippe Kokou Tchodie passe le témoin à Yawa Djigbodi Tsegan

Depuis le 24 octobre 2025, Yawa Djigbodi Tsegan est la nouvelle commissaire générale de l'Office Togolais des Recettes (OTR). Elle a succédé à Philippe Kokou Tchodie qui le dirigeait depuis 2019. C'est à l'issue d'une cérémonie de passation de charges organisée au siège de l'Office à Lomé, en présence du ministre des finances et du budget, Essowé Barcola, qu'elle a officiellement pris les rênes de l'institution.

« Après six ans à la tête de l'Office Togolais des Recettes, j'exprime ma gratitude infinie au Président du Conseil SEM Faure Essozimna Gnassingbé, au Gouvernement Togolais, au Ministère de l'Economie et des Finances, aux équipes de l'OTR, à la communauté des affaires et aux citoyens. Servir mon pays dans cette fonction fut un honneur et un



devoir fait avec passion et loyauté. Mon engagement pour notre pays reste entier avec foi. Je pars le cœur reconnaissant, tourné vers l'avenir, avec la conviction que les lendemains de cette administration sont dans de meilleures mains. Félicitations et très bon vent à la nouvelle Commissaire Générale Chantal Yawa Djigbodi Tsègan. », a posté le commissaire sortant sur ses comptes sociaux. Après avoir salué son prédécesseur, pour

le travail abattu, la nouvelle commissaire générale a pour sa part, invité ses collaborateurs à œuvrer dans un esprit d'unité, d'innovation et de redevabilité afin de bâtir une administration fiscale et douanière exemplaire au service du développement de notre cher pays le Togo. « Je mesure avec humilité et détermination la portée de cette responsabilité, confiée par Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président

du Conseil, surtout à un moment où l'Office Togolais des Recettes entre dans une nouvelle phase de modernisation, à la suite de la loi du 1^{er} avril 2025 qui redéfinit son cadre juridique, renforce sa gouvernance et recentre son action autour de la performance et du service au contribuable. », a-t-elle laissé entendre.

Titulaire d'un diplôme d'inspecteur des impôts obtenu à l'École nationale des impôts de Clermont-Ferrand (France), Yawa Tsegan dispose d'une longue expérience administrative. Elle a notamment travaillé au sein de la Direction des Grandes entreprises puis comme chef de cabinet au ministère des Transports avant de faire son entrée au Parlement en 2013, et d'y être élue

Présidente six ans plus tard, une première dans le pays. En 2024, elle fait son entrée au gouvernement, avec le portefeuille de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, qu'elle exercera jusqu'à la nomination du premier gouvernement de la V^e République. Dans sa nouvelle mission, elle devra poursuivre les efforts engagés depuis plusieurs années au sein de la régie et piloter les nouvelles réformes annoncées par l'exécutif, afin d'améliorer la gouvernance, la célérité et l'efficacité de l'Office.

Pour l'année 2025, la contribution attendue de l'institution au budget de l'Etat est de 1208 milliards FCFA. D'ores et déjà, le commissaire sortant a déjà fait une bonne mobilisation. Il donc est fort probable que cet objectif soit atteint à la fin de l'année.

Jack NUKUNU

Enseignement général et enseignement technique Sans reprendre le parcours, la migration est désormais possible

Un nouveau décret pris le 14 octobre 2025 instaure des passerelles entre les différents parcours d'enseignement, afin de permettre aux apprenants de progresser plus facilement selon leurs compétences et leurs ambitions. Concrètement, le nouveau texte ouvre la voie à une meilleure articulation entre l'enseignement général, technique, professionnel et supérieur. Désormais, un élève pourra, par exemple, passer d'un collège général à une école technique, ou d'un centre de formation profession-

nelle à l'université, sans recommencer tout son parcours. Les connaissances acquises à l'école, en apprentissage ou à travers une expérience professionnelle seront reconnues et valorisées.

Cette réforme vise à donner plus de souplesse au système éducatif et à mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi. Elle encourage aussi la formation en alternance, à travers des partenariats entre les établissements et les entreprises, y compris les ateliers artisanaux. L'objectif est de renforcer le lien entre formation et



emploi, et de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.

Afin de garantir la qualité des formations, le texte prévoit la mise en place d'un dispositif d'assurance qualité et de comités de suivi chargés de contrôler la confor-

mité des établissements, la qualification des formateurs et la transparence des évaluations. Une phase pilote de douze mois va permettre de tester le dispositif dans plusieurs familles de métiers prioritaires avant sa géne-

ralisation. Les établissements et artisans impliqués disposeront de cette période pour s'adapter aux nouvelles normes, mettre à jour leurs programmes et se conformer aux exigences d'accréditation et de sécurité, garantissant ainsi une mise en œuvre progressive et efficace de la réforme.

Il faut rappeler qu'au Togo, les réformes se poursuivent en vue de rendre le système éducatif plus cohérent, inclusif et adapté aux réalités du marché de l'emploi.

La Rédaction

Lutte contre la pauvreté

Le Togo passe de IDH faible à IDH moyen

Le revenu national brut par habitant au Togo progresse de fort belle manière. Derrière cette ascension, se cache une dynamique économique solide, assez fiable et soutenue par de nombreuses réformes structurelles et une amélioration progressive du niveau de vie des populations. Les chiffres, en apparence technique, traduisent en réalité un fait essentiel : une croissance qui commence à mieux irriguer l'économie réelle et à bénéficier peu à peu à l'ensemble du pays.

Le revenu national brut par habitant est un indicateur de développement parmi les plus révélateurs. Il mesure la valeur totale des richesses produites par un pays, y compris les revenus provenant de l'étranger, rapportée au nombre d'habitants. En d'autres termes, il reflète la part moyenne de ri-



chesse dont dispose chaque citoyen.

La hausse enregistrée par le Togo témoigne d'une création de valeur plus importante au sein de l'économie nationale, mais aussi d'une meilleure redistribution des ressources. Même si la progression ne signifie pas encore une évolution uniforme du pouvoir d'achat pour tous, elle indique une tendance favorable, celle d'un pays qui crée davantage de richesse et se rapproche des seuils de revenus caractéristi-

ques des économies émergentes.

Pour la première fois, le Togo est passé de la catégorie des pays à faible Indice de développement humain (IDH) à celle des pays à IDH moyen. Une avancée qui positionne le pays à la deuxième placeau sein de l'Uemoa et au quatrième rang de la Cedeao.

Ce rapport sur le développement humain met en avant la hausse du revenu national brut par habitant qui est passé de 2 748 à 2 856

dollars.

Cette embellie, remarquée au niveau du RNB par habitant, ne doit rien au hasard. Elle résulte d'une trajectoire économique que le Togo maintient depuis plusieurs années. Aussi, elle s'accompagne d'une transformation des conditions de vie.

L'accès à l'éducation, à la santé, à l'électricité et à l'eau potable s'améliore nettement. Les programmes de protection sociale, comme les transferts monétaires aux ménages vulnérables et les initiatives d'autonomisation économique, contribuent également à réduire la pauvreté.

Le mouvement est donc engagé. Chaque point de croissance et chaque dollar gagné sur le RNB par habitant traduisent des emplois créés, des revenus supplémentaires et des perspectives nouvelles pour

les jeunes et les femmes entrepreneurs.

Ce niveau du revenu national brut par habitant envoie aussi un signal fort aux partenaires économiques et financiers du Togo. Elle atteste de la viabilité des politiques publiques menées et du sérieux de l'élan économique national.

La hausse du RNB par habitant renforce la perception d'un pays en mouvement, capable d'attirer des investissements directs étrangers et d'être le propre artisan de son bonheur.

C'est l'expression d'un Togo émergent, productif et prospère. Le passage de 2 748 à 2 856 est donc la représentation d'une nation qui avance avec assurance sur le chemin du progrès.

La Rédaction

Luanda/Investissement dans les infrastructures

Faure Gnassingbé relance le rêve d'une Afrique unie et indépendante

Suite de la p 3

région, un rôle de connecteurs de valeurs.

Faire de la ZLECAF un espace économique réel

Évoquant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), le Président du Conseil a rappelé que ce projet historique ne pourra se concrétiser sans des infrastructures performantes et interconnectées.

Les routes, ports, réseaux énergétiques et numériques doivent permettre aux marchandises, aux idées et aux talents de circuler librement à travers le continent. Cette politique permettra aussi de réduire les coûts commerciaux, d'attirer les investissements productifs,

stimuler les chaînes de valeurs régionales et les investissements productifs dans les domaines à fort impact socioéconomique tels que l'agro-industrie, le textile, la logistique, la transformation minière.

« Notre objectif doit être de faire de la ZCAF un espace économique réel. La zone de libre-échange continentale africaine est un projet historique. Nous avons posé les fondations juridiques d'un marché continental. Mais sans infrastructures performantes, cette ambition restera théorique. Il faut maintenant des connexions concrètes, des routes fluides, des ports efficaces, une énergie stable, des réseaux numériques »

interopérables. Chaque corridor opérationnel est un pas de géant vers une Afrique intégrée » a déclaré le Président du Conseil.

Pour le Président du Conseil, c'est le seul moyen de faire de la ZLECAF un moteur d'industrialisation, d'emploi et de compétitivité.

Construire des infrastructures durables et inclusives

Le Président du Conseil a surtout insisté sur la qualité et la durabilité des infrastructures africaines. Elles doivent être résilientes face aux chocs climatiques, intégrer les énergies propres et être gérées avec transparence et profiter à

tous, en particulier aux jeunes, aux femmes et aux entrepreneurs. « Construire, c'est bien. Mais construire mieux, est essentiel. Nos infrastructures doivent être durables, résilientes et bien entretenues. Elles vont devoir résister aux chocs climatiques, intégrer les énergies propres et soutenir la transition verte du continent. Elles doivent aussi être gouvernées avec rigueur. », a-t-il fait savoir.

Le Président du Conseil a rappelé que l'Afrique ne manque ni d'idées ni de volonté, mais qu'elle doit désormais coordonner ses actions, mutualiser ses moyens et renforcer la confiance entre les États. Il a réitéré l'engagement du Togo à contribuer à

cette ambition commune.

Le troisième Sommet de Luanda sur le financement des infrastructures en Afrique s'impose ainsi comme un tournant décisif pour une Afrique capable de financer elle-même son intégration et sa prospérité, en plaçant les populations au cœur de chaque infrastructure et de chaque politique de développement. Les travaux ont été meublés de déclarations et de panels sectoriels de haut niveau portant sur l'énergie, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, les transports ainsi que la mobilisation des capitaux nationaux.

La Rédaction



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Ministère de la Communication

Communiqué

Du 24 au 31 octobre, est observée l'édition 2025 de la Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information.

C'est l'occasion pour le ministère de la communication de rappeler l'importance pour les citoyens d'être bien formés à un usage éclairé et responsable des canaux d'information, afin d'exercer leur droit à l'information, de comprendre le rôle des médias, de contribuer au renforcement de la démocratie et de participer à la construction nationale.

L'écosystème informationnel en mutation est marqué de nos jours par la montée des fausses informations, notamment sur les réseaux sociaux où les techniques de fabrication d'infos, infox, fakes et deep-fakes se perfectionnent chaque jour.

Il est alors d'autant plus important que chaque citoyen, par l'éducation aux médias et à l'information, se dote des compétences nécessaires pour s'informer, avec discernement et esprit critique, en étant capable de distinguer le vrai du faux, et de reconnaître ce qui est fondé, légal, constructif.

Les sessions de formation seront poursuivies à l'intention des professionnels des médias, sur des thématiques en lien avec le Code de la presse et de la communication ou la loi relative à la liberté d'accès à l'information et à la documentation publiques.

Les initiatives de lutte contre la désinformation seront reconnues, encouragées et promues.

Le ministère de la communication encourage les acteurs médiatiques à mettre l'accent sur une transition numérique effective, pour renforcer les capacités du secteur et assurer une adaptation durable aux nouvelles exigences de l'environnement digital.

Il appelle chaque citoyen à développer des réflexes de vérification avant partage de toute information, car cette vigilance individuelle est la clé d'une démocratie saine et d'un débat public fondé sur la vérité.

Fait à Lomé, le 29 octobre 2025

Yawa Ahofa KOUIGAN
Ministre de la communication

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr /
info@savoirnews.net



WEBINAIRE

Sensibilisation sur
l'établissement du
duplicata de titre
foncier au Togo



ID de réunion : 854 7955 4531

Code secret : 031549



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

PHARMACIES DE GARDE Du 27 OCTOBRE 2025 au 03 NOVEMBRE 2025

PHARMACIE AKOFA	70 49 96 28	Av. Maman N'Danida Amoutivé
PHARMACIE ETOILES	96 27 05 05	10 Av. Nouvelle Marche
PHARMACIE AMESSIAME-BE	96 32 97 60	Marché de Bé
PHARMACIE ECLAIR	96 80 03 06	Rue Avenue, Bè Ahli o, dans le rulongement du
PHARMACIE ESPERANCE	22 21 01 28	sur la RN2, B'du Mono en face du poste frontière
PHARMACIE DE LA MARINA	91 01 96 91	Face Collège Protestant Tikoï Lomé
D'Aïao Kodjovakopé	90 88 25 82	72 Av. des Hydrocarbures (SOTED)
PHARMACIE SOURCE DE VIE	70 25 06 57	Non loin du marché de Gbessimé sur le Bd de la
PHARMACIE AMITIE	92 47 61 21	Située au 4495 Boulevard Zio Hédranawo, der-
PHARMACIE GBOSSIME	91 61 33 32	rière TOGO 2000
KARA	98 46 50 88	Sise au 20 boulevard de la Paix à Super Taco
PHARMACIE RAUDHA	91 00 29 17	01 BP 4884 Lomé 1-TOGO-52 Avenue des
PHARMACIE N.D. DE LA TRINITE	70 01 03 03	Kégulé, face maison Kader Coubad'a & Eglise
PHARMACIE FOREVER	70 54 29 07	100, bd du haho, hédranawo, à côté de la station
Kondra, face Garage Central Administratif	92 95 38 38	AGOE-Kelegougan, Voie du contournement, à
PHARMACIE SANTA MADONNA	97 77 12 31	Kagomé
catholique Ste Thérèse	70 44 86 79	1688, Bd Malfakassa - Bè Kpota en Face de
PHARMACIE BIEN ETRE	96 80 09 45	BE-KPOTA à 300M de NISSAN, A côté de la
PHARMACIE KELEGOUGAN	99 08 15 35	Boulevard du 30 Août - BP 8461 - LOMÉ - TOGO
100m de la station TOTAL Kelegougan et du bar Omgado	70 40 10 52	Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON,
PHARMACIE CHRIST-ROI	70 42 68 25	Route de Kpalimé, Adidogomé Aménopé 04 BP:
PHARMACIE MAELYS	93 10 92 92	Carrefour du CEG Sagbadé Logoté
NETADI	70 29 16 77	Séjour Akato, immédiate Akato plage non loin de
PHARMACIE MISERICORDE	90 37 45 96	506, rue 129 Allée Gakli (Kintiri Gomé), à Djiglé
Station MIS	91 98 50 17	Face Ecole du Parti Kikamé
PHARMACIE DE LA CITE	93 64 53 72	En face de l'Hôpital de Cacavé à 1.00 mètre la
PHARMACIE EPIPHANIA	96 80 09 47	Face ancien Marché TOTSI
ADIDOGOMÉ	93 00 65 75	Rte de Léo 2000, face Clinique Besthesda - quar-
PHARMACIE BESDA	70 40 22 86	Agôé Vekpissito à 100 m de la station Shell Agôé
604 Lomé - TOGO	70 43 65 34	Quartier AVEDJI, non loin de l'Hôpital Source de
PHARMACIE CONSEIL	70 39 39 39	Vekpissito-Logokomé, près du carrefour AISED
PHARMACIE DIOUJI	91 68 48 04	Amadonomé, Imm. Havan, A500m de la station
l'Eglise Catholique d'Akato	93 36 26 26	Sise à Agôé Anomé dit Plateau (Route du Bar
PHARMACIE POINT E	90 56 16 81	Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN
dans le vallon de la pharmacie Djiglé	70 40 29 06	Sur la bretelle Agôé-Nyivé Kégulé, Face au CEG
PHARMACIE VERTE	92 30 06 56	Agôé zongo, sur la route nationale NO 1, près du
PHARMACIE DELALI	70 42 94 41	Face Terminal du Sahel (Togblékopé)
Cour d'Appel et le marché de Cacavé	90 88 55 88	Marché Adéképé, près de l'Eglise Catholique
PHARMACIE NATION	93 40 21 21	AGOE ASSIYEYE non loin de l'église des As-
PHARMACIE LAUS DEO	70 08 46 46	AGOE Anoniki Route Mission Tové en face du
Quartier Addobadin	93 83 91 00	Quartier Agôé-Flovi Carrefour Bafana-Bafana
PHARMACIE VITAFLORE	92 25 99 83	AGOE-Logopé Kossigan
Vekpissito	70 77 69 42	Agôé-sogbissito, Route reliant le contournement
PHARMACIE MAINA	96 28 34 10	AGOE DALIKO près du CarTEDEM (CAMP GP)
Vie, à 500m du Carrefour Y	97 53 44 44	ZOPOMAHÉ, sur la route Zossimé - Sanguerà à
PHARMACIE ADOUNI	99 47 00 70	Rte Lomé-Kpalimé, Allée Apékokoé Gbomamé, à
PHARMACIE IRIS	92 18 94 85	Rte de Mission - Tové, Près de la station CAP
CAP Rue 50m à côté des Cassettes Auto	70 42 13 98	Agôé Legbassito Zovadjin non loin du carrefour
Plateau	93 01 73 51	Route d'Aného, face Cité Baguida
PHARMACIE NABINE	90 82 67 67	AVEPOZO Be Kome à côté de la place publique
AGIP A 06	70 05 23 39	Rte d'Aného Kpogan Yovo Kpé
PHARMACIE LA GRACE	93 40 40 40	DJAGBLE, à 300 mètres du CMS (Atokété)
AGIP A 06		KLOBATEME, non loin du CMS Klobatémé et
PHARMACIE ST ESPRIT		
Agôé-Est		
PHARMACIE LE ROCHER		
terrain de jeu de golf		
PHARMACIE TCHEP'SON		
PHARMACIE AMEN		
Christ-Roi		
PHARMACIE LA MAIN DE DIEU		
sentiers de Dieu (Temple Galiléa)		
PHARMACIE ALTA		
Centre Culturel Loyda		
PHARMACIE DIVINA GRACIA		
PHARMACIE ABRAHAM		
PHARMACIE DAFFANNE		
au camp GP, à 300m de l'espace de loisirs privilège plus.		
PHARMACIE GANAT		
PHARMACIE ZOPOMAHÉ		
côté de la salle des témoins de Jehovah		
PHARMACIE EL-SALI		
50 m de la quincaillerie MACO		
PHARMACIE NOUVELLE TULIPE		
Agôé-Léghessito		
PHARMACIE GRATITUDE		
Avinatio		
PHARMACIE DE L'EDEN		
PHARMACIE AVEPOZO		
04 BP: 363 Lomé - Togo		
PHARMACIE PRINCIPALE		
PHARMACIE LA PATIENCE		
PHARMACIE SAINT PIER		
près du complexe scolaire Le Bon Samaritain		



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)



AMU INAM
ASSURANCE MALADIE
UNIVERSELLE

8220
devient un
numéro vert

- Informations
- Conseils
- Réclamations
- Plaintes

Contactez-nous
8220
Appels désormais gratuits

INAM, toujours à votre écoute !

mixx
By yas

Sécurisé. Rapide. Toujours avec vous

Votre partenaire de confiance en Mobile Money

Télécharge la Super App
Mixx Togo



ou tapez le

***145#**



IB Bank Togo
Banque émettrice

